REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

=======oOo=======

Budget de l'Etat

Exercice 2022

=======oOo=======

COMPTES ADMINISTRATIFS DES RECETTES ET DES DEPENSES

ANNEXE 1 :

- ✓ **NOTE INTRODUCTIVE**
- ✓ **RECETTES**
- ✓ **DETTE PUBLIQUE**

SOMMAIRE

ANNEXE 1 :

Pages

I.- NOTE DE PRESENTATION 3-5

I.1.1 contexte international 3-4
I.1.2 contexte sous régional 4
I.1.3 contexte national 4-5

II.- EXAMEN D'ENSEMBLE 6-18

II.1.1 LES RECETTES INTERIEURES 6-8

a) les prescriptions relatives aux impôts et taxes intérieurs 6
b) les prescriptions relatives aux droits et taxes de douanes 6-7
c) les prescriptions relatives aux recettes pétrolières, aux droits et frais administratifs et aux recettes de portefeuille. 7-8

II. 1.2 LES RESSOURCES EXTERNES 9

a) les emprunts 9
b) les dons, legs et fonds de concours 9

II. 2.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 9-13

II.2.1.1 les charges financières de la dette publique 10
II.2.1.2. les dépenses de personnel 10-11
II.2.1.3 les dépenses des biens et services 11
II.2.1.4 .les autres dépenses 12
II.2.1.5. les dépenses des transferts et interventions directes 12
II.2.1.6. les dépenses liées aux budgets annexes et comptes spéciaux du trésor 13

II.2.2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 13-14

II.3 PRESENTATION DES RESULTATS 14-18

III.- EXPOSE DES MOTIFS 19-29

III.1 LES RECETTES 19-23
III.1.1. les recettes fiscales 20-22
III.1.2. les dons, legs et fonds de concours 22
III.1.3. les autres recettes 22-23

III.2 LES DEPENSES 24-29

III.2.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 24-29

III.2.1.1 les charges financières de la dette publique 25
III.2.1.2 les dépenses de personnel 25-26
III.2.1.3 les dépenses des biens et services 26
III.2.1.4 les autres dépenses 27
III.2.1.5 les dépenses de transferts et interventions 27
III.2.1.6 les dépenses liées aux budgets annexes et comptes spéciaux du trésor 28

III.2.2. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 29

ANNEXES DES RECTTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES :
Tableau d'évolution des recettes budgétaires des années 2018 à 2022 30
Tableau recapitulatif d'exécution des recetttes budgétaires exercice 2022 (grandes masses) 31
Tableau recapitulatif d'exécution des recetttes budgétaires exercice 2022 (configuration budgétaire) 32
Tableau recapitulatif d'exécution des recetttes budgétaires exercice 2022 (configuration TOFE) 33
Tableau détaillé des réalisations des recettes budgétaires exercice 2022 34-41
Tableau détaillé de la dette publique 42
Tableau d'évolution des dépenses budgétaires des années 2018 à 2022 43

- ANNEXE 2 :

Tableau détaillé des dépenses de personnel 44-504

- ANNEXE 3 :

A- Tableau détaillé des dépenses des biens et services des administrations centrales 505-742
B- Tableau détaillé des autres dépenses 743
C- Tableau détaillé des dépenses de transferts 744-837

- ANNEXE 4 :

D- Tableau détaillé des dépenses des biens et services des administrations déconcentrées 838-1330

I- NOTE DE PRESENTATION

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

I.1.1 – CONTEXTE INTERNATIONAL

Le budget de l'Etat pour l'année 2022 a été exécuté dans un contexte international difficile, marqué par la persistance des effets de la crise due à la pandémie de COVID-19, et au conflit entre la Russie et l'Ukraine, lesquels ont assombri les perspectives économiques mondiales. Ce conflit a entraîné des rebonds de tensions dans les circuits d'approvisionnement : la hausse des prix des principales matières premières et des produits alimentaires de base ainsi que le durcissement progressif des conditions financières suite aux resserrements des politiques monétaires qui ont comprimé l'activité économique.

Malgré cette conjoncture morose, l'économie mondiale s'est montrée résiliente. En effet, après un rebond en 2021 (+6,1%), la croissance s'est ralentie à 2,7% pour s'établir à 3,4% en 2022, suivant les perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international du mois d'avril 2023. La résilience de l'économie mondiale résulte de l'assouplissement des mesures sanitaires en fin 2021 et début 2022 ainsi que du dynamisme des investissements privés.

Selon les prévisions, l'inflation mondiale est passée de 4,7% en 2021 pour se situer à 8,8% en 2022 en lien avec les pressions exercées par la COVID-19 sur le commerce international, accentuée par les conséquences de la crise entre la Russie et l'Ukraine.

Dans les pays avancés, la croissance est passée de 5,2% en 2021 à 2,7% en 2022. L'inflation dans cette région s'est établie à 5,4% en 2022, principalement en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des mesures monétaires de durcissement des conditions financières.

Aux Etats-Unis, la croissance s'est repliée de 3,6% pour ressortir à 2,1% en 2022, à cause de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et le resserrement de la politique monétaire.

Dans la zone Euro, elle s'est fixée à 3,6% en 2022 contre 5,3% en 2021.

En Allemagne, la croissance du PIB réel a atteint 1,8% en 2022 contre 2,8% en 2021.

En France, cette croissance s'est établie à 2,6% en 2022 contre 7,0% en 2021.

Au Japon, elle a atteint 1,1% en 2022 contre 1,6% en 2021.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance du PIB réel est tombée à 4,0% en 2022 contre 6,8% en 2021, du fait de l'essoufflement des mesures de soutien budgétaire mises en place pendant la période de la Covid-19, le resserrement de la politique monétaire et les incertitudes au niveau international.

En Chine, la croissance a chuté à 3,0% en 2022 contre 8,1% en 2021 en raison des divers confinements réalisés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 ainsi que l'aggravation de la crise du marché de l'immobilier.

En Inde, elle se fixe à 6,8% en 2022 contre 8,9% en 2021. On enregistre une accélération de l'inflation qui s'affiche à 6,7% en 2022 contre 5,1% en 2021.

En Afrique Subsaharienne, la reprise enclenchée l'année dernière a subi un coup d'arrêt brutal en 2022. En effet, le ralentissement international couplé au resserrement des conditions financières mondiales ont impacté négativement la croissance. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine dont les conséquences ont conduit au renchérissement des coûts des produits alimentaires et de base ont également affecté l'activité économique. Le taux de croissance a atteint 3,9% en 2022 contre 4,8% en 2021.

Au Nigéria, la croissance économique s'est rétrécie à 3,3% en 2022 contre 3,6% en 2021, en raison des inondations qui ont détruit de nombreuses exploitations agricoles et du recul de la production pétrolière.

En Afrique du Sud, cette croissance a chuté à 2,0% en 2022 après avoir atteint 4,9% 2021, en lien avec les inondations et pannes d'électricité enregistrées. Les tensions inflationnistes subsistent à cause du renchérissement des coûts d'importations des produits de base, du fait du conflit entre la Russie et l'Ukraine qui continue de perturber les circuits d'approvisionnement en produits de base et produits alimentaires. L'inflation a atteint 7,0% en 2022 contre 4,6% en 2021.

Dans la zone CEMAC, la croissance du PIB réel s'est établie à 2,9% en 2022 contre 1,4% en 2021, à cause des effets du conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui ne cesse de perturber les chaînes d'approvisionnement en produits de base. En 2022, l'inflation est ressortie à 4,9% contre 1,6% en 2021.

Au niveau national, l'économie congolaise enregistre une croissance de 3,2% en 2022 contre 1,5% en 2021. Cette performance résulte de la bonne tenue du secteur pétrolier en combinaison avec la montée du prix du baril de pétrole (+45,3%) et du secteur non pétrolier (+3,4%). La croissance enregistrée par la République du Congo peut aussi être interprétée comme le résultat d'un ensemble de réformes, notamment la mise sur pied du plan national de développement 2022-2026, mais également le projet de diversification de l'économie. Le taux d'inflation se révèle à 3,2% en 2022 contre 2,0
% en 2021.

L'objectif visé pour la politique budgétaire au titre de l'année 2022, est d'élargir l'espace budgétaire, en accroissant les recettes intérieures non pétrolières et en réduisant les dépenses non essentielles pour ramener le déficit primaire hors pétrole à un niveau compatible avec le financement, et faire reculer le poids de la dette publique.

Afin d'y parvenir, le Gouvernement s'est doté d'un cadre budgétaire à moyen terme 2022-2024. Le budget de l'Etat rectifié, exercice 2022 est réaménagé par les dispositions du décret n°2022-1874 du 28 octobre 2022 portant ouverture de crédits d'avance au titre de l'exercice 2022.

Ainsi, initialement estimées à mille neuf cent trente-cinq milliards deux cent cinquante-trois millions (1 935 253 000 000) de francs CFA, réajustées à un montant total de deux mille huit cent vingt-cinq milliards cinquante-huit millions (2 825 058 000 000) de francs CFA, les recettes budgétaires de l'Etat sont réaménagées à la somme de **deux mille sept cent cinquante-quatre milliards sept cent cinquante-huit millions quatre cent mille (2 754 758 400 000) de francs CFA.**

Les dépenses de l'Etat, pour un objectif annuel de mille sept cent trente-quatre milliards neuf cent soixante-quatre millions (1 734 964 000 000) de francs CFA, sont réajustées à deux mille cinquante milliards sept cent cinquante millions (2 050 750 000 000) de francs CFA et réaménagées à la somme de **deux mille cinquante milliards six cent cinquante millions (2 050 650 000 000) de francs CFA.**

Le budget de l'Etat réaménagé, exercice 2022, a été exécuté et définitivement clos ainsi qu'il suit :

Recettes (recouvrements) ..... 2 816 562 299 783 francs CFA

Dépenses (ordonnancements) ..... 2 038 672 570 079 francs CFA

Solde (excédentaire) ..... 777 889 729 704 francs CFA

Fait à Brazzaville, le 26 JUIL 2023

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille Public,



Ludovic NGATSE